ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 22 avril 1988, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions d'agrément des organismes chargés du contrôle technique des véhicules de transport par terre mis en circulation, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité et portant organisation du contrôle technique", a donné le 25 avril 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 22 april 1988 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de instellingen belast met de technische controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen voor vervoer te land, de onderdelen ervan evenals het veiligheidstoebehoren en houdende organisatie van de technische controle", heeft op 25 april 1988 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations suivantes.

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

A l'alinéa 1er, il y a lieu de citer également le paragraphe 4 de l'article 1er de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doit répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

A l'alinéa 2, l'intitulé de la directive communautaire doit être cité.

.../...

DISPOSITIF.

Article 2.

A l'alinéa 3, le Roi se fixe un délai de six mois, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, pour procéder aux nouveaux agréments. Mais rien ne dit que, passé ce délai, d'autres agréments n'auront pas lieu.

Le texte doit donc être revu pour tenir compte de cette éventualité.

Article 3.

Eu égard à l'article 1er, § 1er, 3, alinéa 2, de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, il y a lieu de préciser à l'alinéa 1er de l'article 3 que l'agrément est accordé par le Roi sur la proposition du Ministre.

Article 5.

Au paragraphe 2, il convient de remplacer dans le texte français les mots "le terme" par le mot "La".

.../...

Article 6.

L'article 6 du projet appelle deux observations. D'une part, la création de stations nouvelles ne peut relever de la compétence du Ministre, étant donné qu'aux termes des articles 3 et 23 de l'arrêté en projet, la détermination des sièges d'activité des organismes agréés relève, conformément à l'article 1er, § 1er, 3, alinéa 2, de la loi précitée du 21 juin 1985, de la compétence du Roi.

D'autre part, il n'est pas de la compétence du Ministre de subordonner à une autorisation l'agrandissement d'une station de contrôle, étant donné que celle-ci est une propriété privée et qu'on ne peut concevoir que l'agrément soit soumis à d'autres conditions que les conditions minimales requises pour le bon fonctionnement de la station.

L'article doit, dès lors, être omis.

Article 8 (devenant l'article 7).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens exact de l'alinéa 1er.

Selon une première interprétation, les personnes visées seraient celles qui ont, légalement ou statutairement, qualité pour engager l'organisme vis-à-vis de l'Etat, et, d'une manière générale, vis-à-vis des tiers.

.../...

Selon une autre interprétation, les personnes visées seraient celles qui, par les actes qu'elles posent, notamment par la délivrance des documents visés à l'article 22, engageraient la responsabilité de l'organisme vis-à-vis de l'autorité publique. Dans ce cas, il conviendrait de préciser la nature et les limites de cette responsabilité. On peut se demander, à cet égard, si, dans la pensée du Gouvernement, cette disposition dégagerait l'organisme de toute responsabilité vis-à-vis des personnes qui ont fait l'objet de ces actes.

Se pose, par ailleurs, le problème de la compatibilité de cette condition de nationalité avec les articles 7, 48 et 52 du Traité C.E.E.. Le Conseil d'Etat rappelle, à ce sujet, que les exceptions que prévoit l'article 55 du dit Traité sont d'interprétation stricte.

Article 9 (devenant l'article 8).

Le paragraphe 3 devrait être rédigé comme suit :

"Les personnes en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, qui répondent aux critères de qualification professionnelle qui étaient requis avant cette date, sont censées répondre aux critères prévus par le présent arrêté".

.../...

Article 10 (devenant l'article 9).

Le paragraphe 2 est incompatible avec le paragraphe 1er. En effet, celui-ci établit la règle selon laquelle "le personnel doit être en nombre suffisant pour assurer le bonne exécution de la mission", alors qu'au paragraphe 2, il est prévu la possibilité de déroger à ce critère pour les organismes "qui peuvent prouver qu'ils sont capables d'effectuer leur mission avec un effectif de personnel moindre". En simple logique, il paraît évident que dès le moment où un organisme peut prouver qu'il est capable d'effectuer une mission avec un effectif donné, il répond à la condition de "personnel en nombre suffisant", comme le prévoit le paragraphe 1er.

Article 17.

Le fondement de l'arrêté en projet est l'article 1er, § 1er, 3, alinéa 2, de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, qui dispose comme suit :

> "Sur proposition du Ministre ayant les transports par terre dans ses attributions, le Roi peut confier le contrôle des véhicules en circulation à des organismes agréés à cette fin par Lui aux conditions qu'Il détermine".

En mettant à charge des organismes agréés une contribution destinée à régulariser leurs conditions d'exploitation différentes et à promouvoir l'élaboration

des méthodes de contrôle des véhicules de transport par terre, le Roi excède l'habilitation qui Lui est donnée par la disposition légale précitée.

L'article 17 doit donc être omis, de même que l'annexe 5. L'annexe 4 doit être revue, le tarif étant calculé notamment en fonction du "taux moyen des redevances à verser au F.I.A.".

Article 18 (devenant l'article 16).

A la fin du paragraphe 1er, alinéa 1er, du texte français, il y a lieu de supprimer les mots "par un organisme".

Article 20 (devenant l'article 18).

Au paragraphe 2, 2.6.2., alinéa 2, il y a incontestablement une erreur. En effet, la périodicité étant, selon l'alinéa 1er de la même disposition, réduite à six mois, le mot "toutefois", figurant à l'alinéa 2, est inexplicable.

Au paragraphe 3, 3.1., alinéa 3, du texte français, il y a lieu de remplacer le verbe "rompre" par le verbe "interrompre".

La même observation vaut pour le 3.2.4., dernier alinéa, du texte français.

Au paragraphe 3, 3.2.2., de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'écrire "... ou aux équipements changeant les caractéristiques techniques du véhicule;".

.../...

Au paragraphe 3, 3.3.1., de l'accord du fonctionnaire délégué, les mots "aux conditions fixées par la réglementation sur l'immatriculation des véhicules", qui sont superflus, doivent être omis.

Dans la même disposition, deuxième tiret, l'expression "dont il fait partie" n'est pas claire. Par "il", on entend, en réalité, l'ancien détenteur. Il y a donc lieu de remplacer le mot "il" par les mots "l'ancien détenteur".

Au troisième tiret, les mots "cette dernière" désignent, en réalité, "le nouveau détenteur".

Le texte serait mieux rédigé comme suit : "... pour autant que le nouveau détenteur soit administrateur ou associé de la personne morale titulaire ou l'ait été durant les trois mois ...".

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte du paragraphe 3, 3.3.3., dernier alinéa, doit être rédigé comme suit :

"Les contrôles prévus au point 3.3. ne sont pas requis pour les voitures, voitures mixtes et les minibus mis ou remis en service sous une plaque marchand tant qu'ils sont couverts par un certificat de visite valable ou qu'ils n'ont pas atteint quatre ans d'âge".

Article 21.

Selon l'article 2, 3, de la directive 77/143/CEE du Conseil du 29 décembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au contrôle technique des véhicules à moteur et de leurs remorques :

.../...

"Les Etats membres peuvent, après consultation de la Commission, exclure du champ d'application de la présente directive ou soumettre à des dispositions spéciales certains véhicules qui sont exploités ou utilisés dans des conditions exceptionnelles ainsi que des véhicules qui n'utilisent pas ou presque pas les voies publiques ou qui sont temporairement retirés de la circulation".

D'après les explications qui ont été fournies au Conseil d'Etat, la Commission n'a pas été consultée sur les exemptions qui sont visées à l'article 21 du projet.

Dans ces conditions, l'article ne répond pas aux exigences de la directive précitée et doit être disjoint du projet aussi longtemps que la formalité n'aura pas été accomplie.

Article 22 (devenant l'article 19).

Au paragraphe 1er, 1.2., de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de préciser : "... par le chemin le plus direct, en cas d'importation d'un véhicule, ...".

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2, alinéa 2 :

"Il est délivré pour tous les véhicules, à l'exclusion :

- des corbillards,
- des voitures, voitures mixtes et minibus,

sauf si les véhicules de cette dernière catégorie sont :

...".

.../...

Au paragraphe 3, le texte omet les contrôles supplémentaires. Il y a lieu d'écrire : "... à l'issue de chaque contrôle périodique complémentaire ou supplémentaire, tels que ces contrôles sont prévus à l'article 17".

Article 23 (devenant l'article 20).

Au paragraphe 2, alinéa 2, il serait préférable d'écrire : "... implique, dans le chef de l'organisme demandeur, ...".

Article 24 (devenant l'article 21).

Au paragraphe 2, deuxième tiret, les mots "ainsi que toute modification à y apporter" doivent être supprimés.

Article 25 (devenant l'article 22).

Le texte suivant est proposé :

"Dans l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, sont abrogés :

1° l'article 23, modifié par les arrêtés royaux du 1er mars 1978, du 28 septembre 1981, du 16 novembre 1984 et du 13 septembre 1985;

.../...

2° l'article 24, modifié par les arrêtés royaux du 1er mars 1978, du 2 mars 1979, du 28 septembre 1981 et du 16 novembre 1984;

3° l'article 25".

En raison du bref délai dans lequel l'avis a été donné, il n'a pas été possible de vérifier si d'autres dispositions réglementaires ne devraient pas être abrogées.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

De Raad van State moet, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

In het eerste lid behoort eveneens te worden verwezen naar paragraaf 4 van artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

In het tweede lid behoort het opschrift van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen te worden aangehaald.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

In het derde lid legt de Koning zichzelf een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van het ontworpen besluit op om de nieuwe erkenningen te verrichten. Niets wijst er echter op dat na afloop van die termijn geen andere erkenningen zullen geschieden.

De tekst moet dus worden herzien om met die mogelijkheid rekening te houden.

Artikel 3.

Gelet op artikel 1, § 1, 3, tweede lid, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, is het zaak om in het eerste lid van artikel 3 te preciseren dat de erkenning door de Koning wordt verleend op voorstel van de Minister.

Artikel 5.

In de Franse tekst zouden in paragraaf 2 de woorden "Le terme" vervangen moeten worden door het woord "La".

.../...

Artikel 6.

Bij artikel 6 van het ontwerp moeten twee opmerkingen worden gemaakt.

Enerzijds kan het oprichten van nieuwe stations niet tot de bevoegdheid van de Minister behoren, aangezien het bepalen van de bedrijfszetels van de erkende instellingen naar luid van de artikelen 3 en 23 van het ontworpen besluit, overeenkomstig artikel 1, § 1, 3, tweede lid, van de voormelde wet van 21 juni 1985 tot de bevoegdheid van de Koning behoort.

Anderzijds is de Minister niet bevoegd om de uitbreiding van een controlestation te doen afhangen van goedkeuring, aangezien dat station particuliere eigendom is en men niet kan aannemen dat aan de erkenning andere voorwaarden verbonden worden dan de minimumvereisten voor de goede werking van het station.

Het artikel moet bijgevolg vervallen.

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

De juiste betekenis van het eerste lid is de Raad van State niet duidelijk.

Volgens een eerste interpretatie zou gedoeld worden op de personen die wettelijk of statutair bevoegd zijn om de instelling tegenover de Staat en, in het algemeen, tegenover derden, te verbinden.

.../...

Volgens een andere uitlegging zou gedoeld worden op de personen die door de handelingen die zij verrichten, bepaaldelijk door de afgifte van de in artikel 22 bedoelde documenten, de instelling aansprakelijk zouden maken jegens de overheid. In dit geval zouden de aard en de grenzen van die aansprakelijkheid nader moeten worden aangegeven. In dit verband kan men zich afvragen of de Regering het zo ziet dat die bepaling de instelling zou ontheffen van iedere aansprakelijkheid ten aanzien van de personen welke die handelingen hebben ondergaan.

Bovendien rijst de vraag of het nationaliteitsvereiste bestaanbaar is met de artikelen 7, 48 en 52 van het E.E.G.-Verdrag. De Raad van State herinnert er hieromtrent aan dat de uitzonderingen waarin artikel 55 van dat Verdrag voorziet strikt moeten worden uitgelegd.

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Paragraaf 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De personen die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en die voldoen aan de criteria inzake beroepskwalificatie die golden vóór die datum, worden geacht te voldoen aan de door dit besluit bepaalde criteria".

.../...

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Paragraaf 2 is onverenigbaar met paragraaf 1. Deze stelt immers als regel dat "het personeel voldoende talrijk (dient) te zijn om de goede uitvoering van de opdracht te verzekeren", terwijl paragraaf 2 voorziet in de mogelijkheid om van die maatstaf af te wijken voor de instellingen "die kunnen bewijzen in staat te zijn hun opdracht uit te voeren met een lager personeelseffectief". Het lijkt gewoon in de rede te liggen dat een instelling, zodra zij kan bewijzen dat zij in staat is een opdracht uit te voeren met een bepaalde personeelsbezetting, voldoet aan de voorwaarde dat het personeel "voldoende talrijk" moet zijn, zoals paragraaf 1 bepaalt.

Artikel 17.

De rechtsgrond van het ontworpen besluit is gelegen in artikel 1, § 1, 3, tweede lid, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen; die bepaling luidt als volgt :

> "Op voorstel van de Minister die het vervoer te land onder zijn bevoegdheid heeft, kan de Koning de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen toevertrouwen aan instellingen die hiertoe door Hem erkend worden onder de door Hem gestelde voorwaarden".

Door de erkende instellingen een bijdrage op te leggen die bestemd is om hun verschillende exploitatievoorwaarden te regulariseren en de uitwerking van methoden voor de controle van de voertuigen voor het vervoer te land te bevorderen, overschrijdt de Koning de bevoegdheid welke de voornoemde wetsbepaling Hem verleent.

.../...

Artikel 17 moet bijgevolg vervallen, evenals bijlage 5. Bijlage 4 moet worden herzien, daar het tarief onder meer wordt berekend uitgaande van "het gemiddeld percentage van de bijdragen aan het F.I.A.".

Artikel 18 (dat artikel 16 wordt).

Aan het slot van paragraaf 1, eerste lid, van de Franse tekst schrappe men de woorden "par un organisme".

Artikel 20 (dat artikel 18 wordt).

In paragraaf 2, 2.6.2., tweede lid, is er ongetwijfeld een vergissing in het spel. Aangezien de periodiciteit volgens het eerste lid van dezelfde bepaling wordt teruggebracht tot zes maanden, is er immers geen verklaring te vinden voor het woord "echter", dat voorkomt in het tweede lid.

In de Franse tekst van paragraaf 3, 3.1., derde lid, vervange men het werkwoord "rompre" door het werkwoord "interrompre".

Dezelfde opmerking geldt voor de Franse tekst van 3.2.4., laatste lid.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 3, 3.2.2. moet worden gelezen : "... of op de onderdelen die de technische kenmerken van het voertuig veranderen;".

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 3, 3.3.1., de woorden "en dit volgens de reglementaire voorschriften betreffende de inschrijving van de motorvoertuigen" als overbodig moeten vervallen.

.../...

In dezelfde bepaling, tweede streepje, is de uitdrukking "waartoe hij ... behoort" niet duidelijk. Met "hij" wordt in feite de vorige houder bedoeld. Bijgevolg vervange men het woord "hij" door de woorden "de vorige houder".

In de tekst na het derde streepje doelen de woorden "deze laatste" eigenlijk op "de nieuwe houder".

De tekst zou beter als volgt worden geredigeerd : "... voor zover de nieuwe houder beheerder of vennoot is van de rechtspersoon - titularis is of geweest is gedurende de drie maanden ...".

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat paragraaf 3, 3.3.3., laatste lid, als volgt moet worden geredigeerd :

"De in punt 3.3. bedoelde controles zijn niet vereist voor de personenauto's, de auto's voor dubbel gebruik en de minibussen die in gebruik of opnieuw in gebruik genomen zijn onder een handelaarsplaat, zolang zij gedekt zijn door een geldig schouwingsbewijs of nog geen vier jaar oud zijn".

Artikel 21.

Artikel 2, 3, van de richtlijn 77/143/EEG van de Raad van 29 december 1976 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake de technische controle van motorvoertuigen en aanhangwagens, luidt als volgt :

.../...

"De Lid-Staten kunnen na raadpleging van de Commissie bepaalde voertuigen die worden geëxploiteerd of gebruikt onder bijzondere voorwaarden, alsmede voertuigen die weinig of geen gebruik maken van de openbare weg, of die tijdelijk uit de circulatie zijn genomen, uitsluiten van de werkingssfeer van deze richtlijn of onderwerpen aan speciale bepalingen".

Uit de uitleg die aan de Raad van State is verstrekt, blijkt dat de Commissie niet geraadpleegd is over de in artikel 21 van het ontwerp bedoelde vrijstellingen.

In die omstandigheden beantwoordt het artikel niet aan de eisen van de voormelde richtlijn en moet het uit het ontwerp worden gelicht zolang aan het bedoelde vormvereiste niet is voldaan.

Artikel 22 (dat artikel 19 wordt).

Paragraaf 1, 1.2., behoort als volgt te worden verduidelijkt : "om, wanneer een voertuig wordt ingevoerd, langs de kortste weg ...". De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

De gemachtigde ambtenaar is het eens met het volgende tekstvoorstel voor paragraaf 2, tweede lid :

"Het wordt afgeleverd voor alle voertuigen met uitzondering van :

- lijkauto's
- personenauto's, auto's voor dubbel gebruik en minibussen,

tenzij de voertuigen van deze laatste categorie :

...".

.../...

In de tekst van paragraaf 3 zijn de bijkomende controles over het hoofd gezien.

Men schrijve : "... na elke aanvullende of bijkomende periodieke controle, zoals bepaald in artikel 17".

Artikel 23 (dat artikel 20 wordt).

In paragraaf 2, tweede lid, zou het beter zijn te schrijven : "... houdt voor de instelling die ze aanvraagt de verplichting in ...".

Artikel 24 (dat artikel 21 wordt).

In paragraaf 2, tweede streepje, moeten de woorden "evenals elke wijziging die eraan zal worden aangebracht" vervallen.

Artikel 25 (dat artikel 22 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"In het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's en hun aanhangwagens moeten voldoen worden opgeheven :

1° artikel 23, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1978, 28 september 1981, 16 november 1984 en 13 september 1985;

2° artikel 24, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1978, 2 maart 1979, 28 september 1981 en 16 november 1984;

3° artikel 25".

Wegens de korte termijn waarbinnen het advies is gegeven, was het niet mogelijk na te gaan of nog andere verordeningsbepalingen zouden moeten worden opgeheven.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par M. C. ROUSSEAUX, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door H. C. ROUSSEAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

H. ROUSSEAU.